



**À Monsieur le Préfet de Maine-et-Loire**

*À Angers, le 16 octobre 2026*

**Objet : répression lycéenne par le gazage du 15 octobre 2026 et sanctions dont nous demandons le retrait.**

Monsieur le Préfet,

Dans le cadre de la mobilisation lycéenne qui se poursuit faute de réponses aux revendications, nous observons depuis hier un discours très répressif au niveau national.

- Monsieur le 1<sup>er</sup> Ministre considère qu'« *il ne s'agit plus d'un mouvement lycéen* ».
- Monsieur le Ministre de l'Intérieur indique que "*tous les types d'armes intermédiaires, comme les grenades ou les LBD, " peuvent être utilisées.*"

**Demain, les lycéens et étudiants appellent à se rassembler à Angers. Ils le font toujours dans un esprit pacifiste** que nous pouvons observer de près depuis plus de deux semaines que nous nous portons sur les blocus et dans leurs manifestations. Ce matin, les lycéens de David organisaient même une minute de silence pour Samuel PATY, Dominique BERNARD et rendaient hommage à leurs enseignants...

Ces jeunes, qui ont une profonde conscience de leurs conditions d'études, cherchent toujours à être entendus.

Or, hier jeudi 15 octobre, au niveau local, nous avons observé un changement de méthode de maintien de l'ordre **lors de la manifestation de l'après-midi** quand les jeunes ont cherché à faire connaître leur solidarité aux **internes de David d'Angers qui ont été exclus de l'internat une nuit pour avoir participé à la mobilisation.**

**Tout s'était bien déroulé jusqu'à ce qu'un gazage massif des étudiants et lycéens** soit ordonné. Il est intervenu près du collège Chevreul lors de la récréation et sous une nacelle où un ouvrier travaillait. Il n'y avait aucun casseur, aucun danger. Nous avons cherché à discuter avec les forces de l'ordre pour expliquer pourquoi les lycéens voulaient se rendre devant David d'Angers mais les gaz sont partis avant même que nous ayons achevé nos explications.

Notre Union départementale condamne fermement la répression d'État qui s'est abattue alors : gazer la jeunesse révoltée par l'injustice ne risque pas de calmer la crise majeure dans laquelle le gouvernement s'enfonce un peu plus chaque jour, en ne répondant pas à des revendications légitimes. Elle ne fait que véhiculer une image de la police probablement désapprouvée par les policiers eux-mêmes.

Nous souhaiterions en outre connaître **le contenu des gaz respirés** par les mineurs présents, par nos militants, par l'ouvrier, et y compris par les policiers. En effet, lors de la deuxième manifestation vers David, une jeune fille est tombée eu sol les yeux révulsés, une autre a fait une crise d'angoisse pendant de très longues minutes....

**Concernant les internes de David**, l'intersyndicale Éducation du Maine-et-Loire s'est adressée à l'Inspectrice d'Académie pour dénoncer les sanctions prises. Je vous fais copie de leur courrier\*. Des élèves nous rapportent en outre des interdictions de sortie du lycée, des menaces d'exclusion de la cantine, et des gestes jugés brutaux de la part du Chef d'établissement ce matin...

Ces différents témoignages, s'ils devaient s'avérer exacts, ne manqueront pas de choquer l'opinion déjà très favorable au mouvement lycéen.

**La jeunesse doit pouvoir apprendre des adultes la non-violence, elle doit pouvoir s'exprimer librement. Et le gouvernement doit répondre à ses revendications : l'abrogation de Parcoursup, les moyens pour le service public notamment. Les milliards pleuvent bien pour les actionnaires, les exonérations et aides patronales, pour l'armement...**

**L'Union départementale FO de Maine-et-Loire demande : aucune sanction, aucune violence contre les lycéens mobilisés pour leur avenir et le retrait de toutes les sanctions déjà attribuées, y compris les « absences injustifiées » pénalisantes dans Parcoursup.**

Je vous prie d'agréer mes salutations distinguées,

Dans l'attente de votre retour,

**Magali LARDEUX**

**Secrétaire Générale - Force Ouvrière UD49**

udfo49@force-ouvrière.fr

02 41 25 49 60

14 Place Louis Imbach, Angers